

partagées que nous du point de vue financier et matières premières, parce qu'elles ne peuvent fournir un effort égal au nôtre.

A mon sens, il pourrait exister une plus grande collaboration entre les pays signataires du traité de l'Atlantique-Nord relativement à la répartition des matières premières. Si la collaboration fait défaut, nous n'obtiendrons pas les meilleurs résultats des efforts que nous déployons en vue de constituer nos forces armées et de les équiper de nouveau, afin de pouvoir convenablement maintenir la paix.

Pour ce qui est de la standardisation, je ne vois pas pourquoi nous n'y tendons pas davantage en matière d'armement. Ce n'est certes pas pour des motifs exclusivement d'ordre militaire, car, envisagée du point de vue militaire, la standardisation semble s'imposer. Le chef de l'opposition s'est arrêté à cette question, dont les données de base lui sont sûrement bien connues. J'ai lu, dans la revue *Maclean's*, les articles qu'il y signait en 1925 ou 1926, je crois, sur les armes meurtrières et les bénéfices réalisés à l'époque sur les fabrications militaires. Nous ne semblons pas avoir beaucoup progressé depuis. A mon avis, au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays atlantiques, les neuf dixièmes du matériel militaire sont fabriqués par l'industrie privée. Est-ce pour cela que nous ne pouvons standardiser ce matériel? Est-ce en raison de certaines situations acquises? Je ne vois pas d'autre explication, car, du point de vue militaire, le sens commun exigerait la standardisation.

Si c'est l'entreprise privée qui est au fond de l'affaire, il devient urgent pour les membres des parlements démocratiques,—simples députés ou ministres,—de faire la lumière sur cette situation. La question est trop grave pour qu'on tolère plus longtemps un tel état de choses.

J'avais espéré que le ministre nous communiquerait, à ce sujet, plus de renseignements qu'il vient de nous en fournir, car, je le répète, la question est grave. A titre de représentants du peuple, nous devrions être pleinement renseignés sur cette question. Le ministre devrait voir à ce que le Canada, si c'est possible, fasse davantage dans ce domaine. Je suis sûr que le Gouvernement a déjà beaucoup accompli à cet égard, car nous sommes entre l'enclume et le marteau. Le Canada souffrira de ce manque d'uniformisation. Notre armée n'est pas assez nombreuse pour justifier l'aménagement d'usines qui produiraient pour elle seule. Si nous voulons que nos usines fonctionnent de façon économique, il nous faut obtenir des contrats de l'étranger. Je le répète, c'est

[M. Wright.]

nous qui en souffrirons. Le Gouvernement et le Parlement devraient en avoir plus long à dire à ce sujet.

Le très hon. M. Howe: Pour ce qui est du Canada il n'y a pas de situation acquise, que je sache, à l'égard des munitions de guerre. Je doute que les situations acquises à l'égard d'une arme particulière aient beaucoup à faire dans les circonstances actuelles. C'est le fusil qui a causé le plus de difficultés et c'est uniquement parce que les techniciens des trois pays en cause, États-Unis, Grande-Bretagne et Canada, ne peuvent s'entendre sur ce qui constitue la meilleure arme. Les avis diffèrent. Je crois que les considérations relatives aux mouvements, ravitaillements et évacuations l'emportent sur la question de savoir ce qui constitue la meilleure arme. J'ose dire que tous les fusils utilisés par ces trois pays sont de bons fusils.

Il est bien regrettable, à mon avis, qu'on ne puisse en arriver à l'uniformisation des armes. Nous sommes encore au premier rang de ceux qui agitent la question de l'uniformisation des armes par les trois pays. Il n'y a pas longtemps, on a exhorté le général Eisenhower à régler la question, à titre de commandant suprême, et à instituer un comité qui serait chargé d'arrêter une décision.

Nous ne produisons pas pour le moment d'armes portatives pour la simple raison que nous ne voulons pas commencer la production d'un modèle qui par la suite ne serait pas accepté dans la liste officielle. On a fait quelque progrès dans l'uniformisation puisque quatorze armes ont été officiellement choisies par les trois pays. Nous aurions dû aller beaucoup plus vite dans cette voie, toutefois et nous nous proposons de faire tout en notre possible pour accélérer l'uniformisation de armes.

M. Blackmore: Le ministre pourrait-il nous donner des détails sur les mesures prises pour accroître la production d'acier dans le pays? Le programme qu'il nous a exposé semble révéler trois ou quatre tendances fort avantageuses et opportunes. De toute évidence le ministre veut que le pays se suffise de plus en plus par exemple dans le domaine des machines-outils. Il veut à cette fin créer des usines qui en fabriqueront. Je me demande toutefois pourquoi le Canada, qui dispose de tout le minerai de fer requis, n'est pas encore indépendant pour ce qui est de l'acier.

Le très hon. M. Howe: Toutes les aciéries du pays sont en voie d'accroître considérablement leur capacité de production. La *Steel Company of Canada*, la plus grande aciérie du pays, dépense présentement environ cinquante millions de dollars afin de doubler